

University of Groningen

La sécurité alimentaire

Schweigman, Caspar

IMPORTANT NOTE: You are advised to consult the publisher's version (publisher's PDF) if you wish to cite from it. Please check the document version below.

Document Version

Publisher's PDF, also known as Version of record

Publication date:

2003

[Link to publication in University of Groningen/UMCG research database](#)

Citation for published version (APA):

Schweigman, C. (2003). *La sécurité alimentaire: opportunité et responsabilité ou.*

Copyright

Other than for strictly personal use, it is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

The publication may also be distributed here under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license. More information can be found on the University of Groningen website: <https://www.rug.nl/library/open-access/self-archiving-pure/taverne-amendment>.

Take-down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Downloaded from the University of Groningen/UMCG research database (Pure): <http://www.rug.nl/research/portal>. For technical reasons the number of authors shown on this cover page is limited to 10 maximum.

**La Sécurité Alimentaire: Opportunité et
Responsabilité
Ou: l'Illusion de l'Acteur Exclusif**

par Caspar Schweigman

11 November, 2003

CDS Research Report No. 19a

ISSN 1385-9218

This publication is also available in English:

**Food Security: Opportunities and
Responsibilities
Or: the Illusion of the Exclusive Actor**

Valedictory Lecture

by Caspar Schweigman

11 November, 2003

CDS Research Report No. 19

ISSN 1385-9218

La sécurité alimentaire: opportunité et responsabilité

Ou: l'illusion de l'acteur exclusif*

Introduction

Mes activités dans le domaine de la coopération internationale pour le développement ont fortement influencé ma vision de la sécurité alimentaire. Pour ce faire, je voudrais commencer par faire un bref historique de certaines de ces activités.

Dans mon domaine de spécialisation, la Recherche Opérationnelle, les modèles mathématiques sont utilisés pour simuler les processus de prise de décision. Ils sont appliqués dans presque tous les secteurs de la vie économique, tels que la planification de processus industriels, les services de santé, les opérations militaires et les transports. J'ai commencé l'application des techniques de recherche opérationnelle à l'étude des problèmes de développement dans les années 1970, lorsque j'étais enseignant au Département de Mathématiques de l'Université de Dar es Salaam en Tanzanie. C'était l'époque où le développement était encore synonyme de modernisation. A cet effet, le transfert des capitaux et de technologies devait accélérer la modernisation. La Recherche Opérationnelle représentait l'exemple type d'une telle technologie moderne. Mon attention s'est portée sur l'agriculture, le pilier de l'économie tanzanienne, en particulier sur les problèmes des petits paysans. J'ai entrepris¹ avec mes étudiants, qui venaient presque tous des zones rurales, d'appliquer les techniques de recherche opérationnelle à l'agriculture dans leurs villages. Les résultats faisaient l'objet de discussions en classe. Pour ces étudiants, l'utilisation des mathématiques pour étudier les pratiques culturelles de leurs parents était révélatrice. Les modèles de Recherche Opérationnelle servaient «d'outils d'analyse» pour mieux appréhender les systèmes agricoles complexes et discuter des possibilités d'amélioration.

Quand par la suite j'ai été recruté à l'Université de Groningen, je me suis beaucoup impliqué dans la coopération avec des universités dans les pays en

*Cet article a fait l'objet d'une conférence le 11 novembre 2003 à l'occasion de la cérémonie organisée par l'Université de Groningen pour marquer mon passage au statut de Professeur émérite. La traduction a été faite par M. Lalbila Aristide Yoda du Burkina Faso.

¹ Voir Schweigman, 1979

voie de développement, en particulier la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ouagadougou. Pendant les premières années de cette longue coopération les partenaires néerlandais ont contribué à réorienter les programmes d'enseignement, essentiellement calqués sur ceux de la France, en trouvant un équilibre entre théorie et pratique. Même si la faculté rencontre actuellement des difficultés, l'interaction entre la théorie et les problèmes quotidiens du Burkina Faso constitue une force de l'enseignement et de la recherche. J'ai également contribué à la mise oeuvre de programmes de recherche internationale sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest, suite aux sévères sécheresses et aux famines qu'ont connues les pays sahéliens dans les années 1970. Ainsi la sécurité alimentaire dans ces pays était devenue un point important dans les plans nationaux et internationaux. Comment faire face aux risques dûs à une pluviométrie capricieuse était devenu un thème central dans nos projets de recherche, dont la plupart étaient de nature interdisciplinaire. Les agences qui finançaient ces programmes ne cessaient de répéter que la recherche ne devait pas seulement avoir une valeur académique, mais qu'elle devait être également pertinente pour les décideurs politiques. J'ai travaillé avec des chercheurs d'universités et d'instituts nationaux de recherche agricole ayant entrepris des recherches sur le terrain. La mise oeuvre, l'état d'avancement et les résultats de recherches faisaient l'objet de discussions intensives avec les parties prenantes. Dans bien des cas, les méthodes de Recherche Opérationnelle ont joué un rôle important dans la structuration de l'analyse.

Je voudrais aujourd'hui, en m'inspirant de ma vie professionnelle, aborder la sécurité alimentaire en Afrique. La stagnation de la production alimentaire sera la question principale. De nombreux acteurs, tels que les paysans, les organisations de paysans, les commerçants, les organisations non gouvernementales, les organisations gouvernementales et internationales jouent un rôle important en matière de sécurité alimentaire. Je ferai des commentaires sur le rôle que certains de ces acteurs ont joué par le passé tout en mettant l'accent sur leurs aspirations. Je voudrais montrer que des ambitions démesurées de certains acteurs conduisent souvent à l'exclusion d'autres acteurs et à des échecs. Le phénomène de l'exclusion d'autres acteurs constitue le fil conducteur de mes idées dans cet article, d'où le sous-titre de l'«illusion de l'acteur exclusif».

Cet article comporte trois parties. Dans la première j'évoque le rôle des différents acteurs en examinant les questions relatives à la sécurité alimentaire en Afrique dans une perspective historique. Dans la deuxième partie je discute la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans quelques zones rurales du Burkina Faso. Pour terminer, je tire les conclusions dans la dernière partie qui porte sur «les opportunités et les responsabilités».

1. Contexte historique de la sécurité alimentaire en Afrique

La période de la décolonisation

De nombreux pays africains sont devenus indépendants après la Deuxième Guerre Mondiale. Sur le plan économique ces jeunes nations avec leurs gouvernements sans expérience dépendaient à beaucoup d'égards des anciennes puissances coloniales et d'autres pays industrialisés. Des 'experts' d'Europe et des USA ont joué un rôle important dans la conception des politiques de développement. A cette époque, la représentation des économies occidentales «avancées» avec leurs niveaux élevés de consommation de masse et de technologie avancée comme modèles pour les pays moins avancés était largement soutenue². Dans les discussions sur le développement le terme «sécurité alimentaire» était rarement utilisé. Le débat tournait autour de l'industrialisation, car on croyait largement que l'industrialisation était la seule clé du développement et que le secteur industriel entraînerait le secteur agricole arriéré³. Dans leurs premiers plans les nouveaux pays indépendants ont mis l'accent surtout sur le secteur industriel. Cependant, ces politiques d'industrialisation vont s'avérer un échec. Les objectifs étaient très ambitieux et ne pouvaient être atteints faute de savoir faire technique et de main-d'oeuvre qualifiée. En réalité, les résultats du développement industriel ont été très décevants⁴ et de nombreux nouveaux pays en voie de développement ont dû se replier sur le secteur agricole pour leur survie économique.

Dans les années 1960 le rôle du secteur agricole était devenu de plus en plus important. Les gouvernements des pays en voie de développement prirent des initiatives pour augmenter la production des cultures d'exportation en vue de générer des revenus au profit de l'Etat. Il fallait trouver un bon équilibre entre la production des cultures de rente destinées à l'exportation et les cultures vivrières pour leur propre consommation. Dans les années 1960 et 1970 presque tous les pays en voie de développement voulaient être autosuffisants sur le plan alimentaire. Les raisons d'une telle volonté ne manquaient pas: les jeunes nations voulaient être indépendants non seulement sur le plan politique, mais

² Voir Rostow, 1961

³ Voir Thorbecke, 1969, p.3 ; voir également Bakker, 1992, p. 1. Ces points de vue étaient surtout populaires dans les années 1950 et au début des années 60. Très vite ils ont fait l'objet de critiques. Une agriculture forte était présentée comme une condition préalable au développement industriel. Seule l'agriculture pouvait générer un surplus financier pouvant servir d'investissement dans l'industrialisation des pays en voie de développement.

⁴ Certains pays en voie de développement ont reconnu l'échec de la politique d'industrialisation ambitieuse tout au début, la Tanzanie, par exemple. Dans la fameuse Arusha Declaration de 1967, qui marquait le début du processus de développement en Tanzanie, on pouvait lire parmi les principaux titres «we have put too much emphasis on industries» [nous avons mis trop l'accent sur les industries] et «agriculture is the basis of development» [l'agriculture est la base du développement]. Voir Nyerere, 1968, 231-250.

également sur le plan économique. La nourriture était un bien vital. S'ils devaient compter sur les pays étrangers pour se nourrir, cela constituerait une atteinte à leur indépendance politique.

La Révolution verte

L'importance de la production alimentaire était également devenue une question majeure qui préoccupait la communauté internationale. C'est ainsi que dans les années 1960 et 1970 des initiatives ont été prises pour entreprendre des recherches agricoles à l'échelle internationale. Pendant ces années, plusieurs instituts internationaux de recherche ont été créés dans le but d'améliorer les technologies de production afin d'accroître la productivité agricole. On peut citer l'exemple de International Rice Research Institute (IRRI) aux Philippines. De soi-disant nouvelles variétés à haut rendement ont été mises au point. Elles demandent habituellement des niveaux élevés d'intrants. L'introduction de ces nouvelles variétés à haut rendement a été saluée comme étant la 'Révolution verte'. Dans de nombreux pays asiatiques cette Révolution fut un succès⁵. En Afrique sub-saharienne les résultats étaient moins prometteurs. Les taux d'adoption des variétés à haut rendement étaient bas. Pour des cultures comme le mil, le sorgho et le manioc qui sont les principales cultures vivrières dans beaucoup de régions d'Afrique, les variétés à haut rendement n'ont pas connu de succès. En plus, dans de nombreux pays africains l'approvisionnement en intrants agricoles n'était pas approprié⁶ et il n'existait pas d'infrastructures adéquates de recherches agricoles, de services de vulgarisation et de planification. En fait, la croissance de la production agricole ces 25 dernières années en Afrique sub-saharienne stagne. Il y a un écart entre la croissance de la

⁵ En Inde et en Indonésie, par exemple, l'introduction de variétés à haut rendement combinée à des engrais appropriés et à des intrants en eau ont entraîné une croissance impressionnante de la production de riz ces trois dernières décennies. Voir, par ex., Parikh et al., 1993, et Ellis, 1993. De nombreuses personnes ont émis des critiques à l'endroit de la Révolution verte arguant qu'elle rendrait les riches paysans plus riches et les pauvres paysans plus pauvres. Bien que l'utilisation de semences améliorées, d'engrais, d'eau et d'insecticides demande beaucoup d'investissements, les expériences en Inde et en Indonésie montrent que de nombreux paysans en ont tiré profit. Dans l'ensemble, la Révolution verte dans ces pays peut être considérée comme une réussite. Pour une analyse critique de la Révolution verte, se référer, par ex., à Lipton et al., 1989, et à Hazell et al., 1991.

⁶ Dans certains pays africains, par ex. au Zimbabwe, pendant les années qui ont suivi les indépendances et dans les années 1980, une Révolution verte a eu lieu pour la production ménagère du maïs. Les rendements avaient plus que doublés grâce aux variétés améliorées et aux investissements faits par le gouvernement dans les infrastructures et dans l'approvisionnement en intrants. Malheureusement, le système n'était pas viable financièrement. «Netherless», selon IFPRI/USAID «a key lesson from Zimbabwe's experience is that a green revolution can occur in Africa, if smallholder farmers face right incentives » [La principale leçon que l'on peut tirer de l'expérience du Zimbabwe est que la révolution verte peut avoir lieu en Afrique si les petits propriétaires terriens reçoivent l'appui nécessaire]. Voir IFPRI/USAID, 2002, p. 15, voir également Byerlee et Eicher, 1997.

production alimentaire et celle de la démographie. La production alimentaire annuelle par habitant en Afrique a baissé. Par ailleurs, l'exportation des cultures de rente n'a pas été un moteur du développement industriel en Afrique⁷.

L'Etat, acteur principal

Des nombreux débats au sujet de la stagnation de la croissance agricole en Afrique, il ressort que les politiques alimentaires des gouvernements nationaux constituent certainement d'importantes causes. Pendant les années 1970 et 1980, l'éventail des régimes politiques en Afrique représentait une gamme très variée. Certains régimes étaient basés sur le marxisme-léninisme, tel que le régime Dergue de Mengistu Haile Mariam en Ethiopie et le régime du FRELIMO au Mozambique, arrivé au pouvoir immédiatement après l'indépendance en 1975. D'autres étaient inspirés par des variantes du socialisme, par exemple, le socialisme africain de Nyerere en Tanzanie⁸. Certains pays en Afrique de l'ouest comme la Côte d'Ivoire et le Togo sont restés fortement influencés par l'ancienne puissance coloniale (France). Sans distinction de couleur idéologique des régimes, les gouvernements dans presque tous les pays africains se sont assignés un rôle central en matière de politiques alimentaires. Plusieurs raisons étaient à l'origine d'une telle situation. Comme pendant la période coloniale, les gouvernements avaient besoin des paysans pour approvisionner les centres urbains en vivres. En plus, ils voulaient prélever un surplus des revenus paysans pour financer les infrastructures, l'administration et les services sociaux. Dans de nombreux pays africains, la nourriture était produite par les paysans dispersés à travers le pays. Ils utilisaient des méthodes de production traditionnelles qui avaient pour intrants principaux la terre, la main-d'oeuvre et la pluie. Par conséquent, les niveaux de productions étaient faibles. Dans la mesure où les gouvernements voulaient changer ces systèmes agricoles traditionnels, il était nécessaire d'augmenter la production et d'introduire des modes de production améliorés. Comment faire cela, là était la question qui préoccupait les services des Ministères de l'Agriculture et les agences de financement telles que la Banque Mondiale. Comme on le verra tout au long cet article cette principale question demeure d'actualité.

Au début des indépendances, différentes approches ont été adoptées. Certaines impliquaient des *changements radicaux* tels que l'institution de grandes fermes étatiques où le travail était effectué par des ouvriers agricoles. Cela devait faciliter l'introduction de nouvelles méthodes agricoles, l'investissement dans l'équipement, l'accès aux marchés et permettre aux grandes fermes de tirer des avantages d'une économie à grande échelle. Même si au début certaines fermes

⁷ Durant ces trente dernières années les revenus d'exportations agricoles de l'Afrique subsaharienne sont restés presque les mêmes, tandis qu'en Asie du sud ils ont triplé, voir IFPRI/USAID, 2002, p. 13.

⁸ Voir, par ex., Nyerere, 1968.

étatiques, telles les plantations de sisal, ont connu du succès beaucoup étaient un échec. L'implantation forcée de coopératives représentait une autre approche radicale. Un exemple bien connu est le programme de villagisation en Tanzanie à la fin des années 1960 et au début des années 1970 dans le cadre de la politique⁹ d'Ujamaa de Nyerere. Cette politique visait la transformation des zones rurales en villages Ujamaa où toutes les activités politiques et économiques seraient organisées de manière collective. Les populations devaient vivre en communauté dans les villages afin de faciliter la scolarisation des enfants, l'approvisionnement en eau et les autres services. L'organisation communale devait rendre l'agriculture plus efficace à travers une meilleure utilisation des résultats de recherches agricoles et des services de vulgarisation agricoles. La mobilisation des paysans dans le cadre de l'établissement des communautés villageoises représentait une grande priorité aux yeux du gouvernement. L'initiation de vastes campagnes, qui a entraîné des réactions mitigées, allait dans ce sens. L'agriculture communale a rencontré la plus forte opposition. Et comme l'attitude des paysans était défavorable le gouvernement a dû changer de politique. C'est ainsi que la villagisation était devenue obligatoire, tous les gens devaient aller s'installer dans un village agréé. Ce fut l'une des plus grandes opérations de déplacement de populations en Afrique qui concernait des millions de personnes. Même si la presse et la radio étatique n'ont pas fait cas des incidents et de la résistance, on a appris par la suite qu'une grande pression et même la violence avaient été utilisées pour mettre en oeuvre la villagisation. La création de villages Ujamaa s'est avérée un échec. En moins de deux ans les travaux collectifs n'étaient plus obligatoires. Même le nom de village Ujamaa n'était plus utilisé.

Le terme 'socialisme du haut' qui a été souvent utilisé comme une paraphrase des politiques Ujamaa reflète la principale contradiction Ujamaa. Dès le départ, la politique Ujamaa était sensée se baser sur les initiatives des paysans eux-mêmes. L'entraide et la coopération constituaient les mots clés, le rôle du gouvernement étant d'appuyer de telles initiatives. Mais avec le temps, les initiatives venaient du gouvernement. Ujamaa devint un processus décidé en haut parce que le gouvernement voulait 'enseigner' les avantages des activités communales. Après coup, on est surpris qu'une telle contradiction n'ait pas donné lieu à plus de débat en Tanzanie. Mais une telle situation s'explique par l'absence de démocratie, même si dans les écrits de Nyerere et dans les documents officiels il est souvent question de démocratie (« le vrai socialisme ne peut exister sans la démocratie »¹⁰), aucune publication ne disait clairement ce que signifiait cette démocratie dans le système de parti unique en Tanzanie.

⁹ Pour une revue et une analyse de l'échec des politiques Ujamaa en Tanzanie, voir Schweigman (2001).

¹⁰ 'true socialism cannot exist without democracy', voir Arusha Declaration, 1967, p. 234, dans Nyerere, 1968.

La participation des gens dans l'adoption des villages Ujamaa n'avait jamais fait l'objet de vraies discussions dans les média publics qui étaient contrôlés par le gouvernement. Les approches du haut vers le bas ont pris le dessus sur les approches du bas vers le haut. C'est ainsi que l'Etat devint l'acteur exclusif.

Une seconde approche de l'introduction de nouvelles méthodes culturelles, *moins radicale* cette fois-ci, consistait à améliorer de manière graduelle les méthodes dans les fermes déjà existantes. Le fait que les paysans voulaient s'accrocher à leurs systèmes agricoles basés sur la famille, sur des terres qu'ils avaient héritées de leurs ancêtres¹¹, était accepté. La difficulté principale pour les gouvernements était de pouvoir toucher individuellement les paysans de manière efficiente. Le transfert de technologie était devenu le concept clé. Dans les stations expérimentales agricoles, les agronomes s'étaient mis à tester de nouvelles technologies. Suite à des expériences concluantes les agents de vulgarisation ont tenté d'introduire ces innovations auprès des paysans. Des fois des expérimentations avaient lieu sur place dans les champs. Mais, la plupart du temps un tel transfert de technologie a rencontré beaucoup de difficultés parce l'approche était trop contrôlée par le haut. Le rôle des experts en tant qu'acteurs exclusifs était de plus en plus contesté. On s'était rendu compte qu'il fallait tenir compte des conditions des paysans et des connaissances locales comme point de départ. La 'participation des paysans' était devenue alors le mot clé. Dans la deuxième partie de cet article réservée au Burkina Faso cette participation des paysans sera la question centrale.

Pendant les années 1960 et les années 1970 les gouvernements de la plupart des pays africains voulaient avoir une main mise sur le marché alimentaire, afin de contenter les consommateurs des centres urbains et de s'assurer que les paysans produiraient suffisamment de nourriture. Les gouvernements étaient alors les principaux acteurs sur les marchés alimentaires nationaux et ils imposaient des prix officiels aux consommateurs et aux producteurs. Des offices nationaux de commercialisation qui avaient été établis achetaient aux paysans et revendaient aux consommateurs à des prix fixes aux producteurs et à la consommation à travers des intermédiaires¹². Dans la plupart des pays africains la gestion de ces

¹¹ Il existe très peu de travaux sur la comparaison entre l'efficacité des grandes fermes étatiques et les fermes de petits propriétaires en Afrique bénéficiant de conditions externes comparables. Selon une étude menée par IFPRI/USAID qui fait référence à Lele et Agwal, 1989, «the efficiency of large farms quickly eroded once smallholder farms were permitted access to the same support services as those available to large farms» [Les grandes plantations ont vite perdu leur efficacité une fois que les petites propriétés ont eu accès aux mêmes services d'appui que les grandes plantations]. Voir IFPRI/USAID, 2002, p. 25. Cette conclusion n'est vraie que si d'importants équipements mécaniques ne sont pas utilisés.

¹² Les intermédiaires étaient les directions administratives gouvernementales dans les régions, des coopératives gouvernementales ou des commerçants agréés par le gouvernement. Voir, par ex., Bryceson, 1999, p. 25-27, Bassolet, 2000, p. 10-12.

grands organismes n'a pas connu de succès. Les paysans n'étaient pas payés à temps, les transports accusaient des retards, etc. Les politiques de prix étaient également problématiques, car les prix payés aux paysans étaient très bas en raison des prix à la consommation qui étaient fixés à la baisse et du fait des prélèvements au profit des intermédiaires gouvernementaux. Une telle situation a découragé¹³ les paysans d'investir dans les technologies améliorées afin d'augmenter la production. Par conséquent, les gouvernements aussi n'ont pas connu de succès en tant que les acteurs exclusifs sur le marché alimentaire.

Les Programmes d'Ajustement Structurel

Dans les années 1980 et 90 les idées concernant le rôle exclusif de l'Etat avaient évolué. L'acceptation dans la plupart des pays en voie de développement des Programmes d'Ajustement Structurel¹⁴ recommandés ou plutôt imposés par le FMI et la Banque Mondiale constituait une réduction drastique du rôle de l'Etat sur le marché alimentaire: les marchés sont libéralisés, les offices nationaux de commercialisation démantelés et les prix ne sont plus fixés par les gouvernements dont le rôle était limité à la création de conditions optimales (infrastructures, règles et réglementations transparentes etc.) au profit du marché privé, à la gestion de stocks de sécurité alimentaire et à l'organisation de l'aide alimentaire. Selon la pensée néo-libérale un marché alimentaire libre réduirait les coûts de commercialisation, diminuerait les prix à la consommation, accroîtrait les prix au producteur et permettrait ainsi aux paysans d'investir dans l'agriculture et d'améliorer la productivité. De nombreux pays en voie de développement sont actuellement dans un processus de transition vers le marché libre.

La disponibilité alimentaire et l'accès aux aliments

La Banque Mondiale a introduit en 1986 une définition de la sécurité alimentaire dont l'utilisation s'est répandue depuis lors. La sécurité alimentaire vise à 'permettre à tous les individus d'accéder à tout moment aux aliments salubres et nutritifs dont ils ont besoins pour mener une vie saine et active'¹⁵. Je voudrais

¹³ Les politiques centralisées des gouvernements étaient généralement présentées comme des mesures de protection contre les commerçants indépendants qui, dans des marchés dysfonctionnels, pouvaient fixer des prix excessifs. En fait, les présumés échecs du marché avaient cédé le pas aux échecs des gouvernements. Voir, par ex., Lutz et al., 1999, p. 144.

¹⁴ Un très grand nombre de pays en voie de développement ont accepté les Programmes d'Ajustement Structurel afin de pouvoir obtenir des prêts à des conditions favorables auprès des institutions de Bretton Wood.

¹⁵ Lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996 une définition plus raffinée fut adoptée: 'La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active'. Voir FAO, 1996, Plan d'Action du Sommet Mondial de l'Alimentation, point 1.

particulièrement attirer l'attention sur l'utilisation du terme «accéder à». Dans les années 1970 la sécurité alimentaire était associée à la disponibilité et à la production alimentaire. C'est ainsi que pour la première Conférence des Nations Unies sur l'Alimentation, qui s'est tenue en 1974 à Rome suite à des sécheresses et à des famines désastreuses intervenues en Afrique, la première préoccupation était l'approvisionnement alimentaire¹⁶. Les recommandations issues de cette conférence mettaient l'accent sur l'accroissement de la production nationale, en vue de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, et sur la création de stocks de sécurité nationaux et internationaux. L'évolution dans le débat international qui mettait l'accent sur la 'disponibilité alimentaire' vers l' 'accès' aux aliments était due en grande partie à l'influence exercée par Amartya Sen, qui dans les années 1970 a commencé à étudier les causes des famines. Sen entreprit une étude détaillée de la famine de Great Bengal de 1943¹⁷ qui a entraîné la mort d'environ 3 millions de personnes. Il examina minutieusement les données sur la production, les stocks et les importations alimentaires, ainsi que les informations relatives aux victimes et au rôle des gouvernements bengali, indien et britannique. Ces derniers avaient prétendu que la famine a été provoquée par une pénurie alimentaire (riz et blé). Sen a montré que pendant la période de la famine il n'y avait pas de pénurie dans la région. La famine a pu faire tant de victimes parce que les populations n'avaient pas accès à la nourriture en raison de la défaillance du système de distribution, des prix très élevés des aliments et du manque de pouvoir d'achat. Les groupes les plus touchés étaient, entre autres, les pêcheurs, les travailleurs du transport, les ouvriers agricoles et les travailleurs de différents métiers ayant de bas salaires. Face à une telle situation, Sen conclut que des programmes d'activités rémunératrices en vue d'augmenter le pouvoir d'achat des populations auraient pu être une réponse appropriée à la famine. Sen et autres ont également analysé la famine survenue en Ethiopie entre 1972 – 1974 sur la base des rapports et des publications¹⁸ existants. Ils ont abouti à la conclusion que pendant cette période il y avait au plan national suffisamment de nourriture pour tout le pays.

Ces résultats montrent que l'accès aux aliments plutôt que leur disponibilité est important dans une analyse de la sécurité alimentaire. L'accès aux aliments implique l'utilisation de ressources pour leur acquisition. Sen a développé son «entitlement approach»¹⁹ en tant que théorie pour analyser ces ressources. En étudiant la sécurité alimentaire l'approche de Sen fait appel aux études portant à la fois sur les ménages et les différents groupes sociaux.

¹⁶ Voir, par ex., Sijm, 1997, p. 7.

¹⁷ Voir Sen, 1981, Ch. 6.

¹⁸ Voir Sen, 1981, Ch. 7.

¹⁹ Voir Sen, 1981, Ch. 1, voir également Sen, 1984, p. 497, et Devereux, 1993, chapitre 6 sur 'entitlement approach'.

La démocratie

Dans son livre récent *Development as Freedom*, publié en 1999, Sen affirme que les pays démocratiques n'ont pas connu de famines. Par contre, des famines sont survenues²⁰ dans des pays colonisés, dans des Etats à parti unique (par exemple, la plus grande famine de l'histoire a eu lieu en Chine entre 1958 et 1960 suite à l'échec du «Grand bon en avant»; les famines des années 1970 au Cambodge et des années 1990 en Corée du nord) et dans des pays dirigés par des dictatures militaires (comme en Ethiopie sous le régime Dergue, en Somalie et au Soudan). La plupart des dirigeants autoritaires ne sont pas intéressés par des décisions pouvant prévenir des famines. Les gouvernements démocratiques qui respectent la liberté de la presse et les droits politiques sont exposés à la critique de l'opinion publique. Ils sont responsables des actions qu'ils entreprennent ou n'entreprennent pas pour prévenir les famines. Parce qu'ils ont besoin de l'appui de l'électorat pour assurer leur survie politique, ces gouvernements doivent entreprendre des actions en cas de menace de famine. Au plan national, la liberté d'expression, les média indépendants et une société civile forte pouvant contrôler les politiques des gouvernements constituent des armes efficaces contre la famine.

Après cette brève revue, je voudrais discuter un exemple de situation de sécurité alimentaire en Afrique. Selon les évaluations de la Banque Mondiale et du FAO, malgré l'urbanisation rapide de l'Afrique, les populations rurales en Afrique sub-saharienne constituent à l'heure actuelle – et constitueront encore dans un proche avenir – les groupes²¹ les plus vulnérables en termes de sécurité alimentaire. Aussi vais-je aborder le monde rural : les paysans et leurs familles.

2. La sécurité alimentaire dans le Plateau Central du Burkina Faso

Je vais décrire brièvement la situation de la partie nord²² du Plateau Central du Burkina qui a une forte densité de population. Il s'agit de l'une des régions les plus pauvres et les plus vulnérables au monde. Les Mossi constituent le groupe ethnique le plus important de la région. Les paysans utilisent des méthodes culturelles traditionnelles. Les principaux intrants étant la main-d'œuvre et la terre, la productivité reste faible. Les paysans et leurs familles essaient d'être autosuffisants en matière de production alimentaire en utilisant diverses

²⁰ Voir Sen, 1999, p. 16, et ch. 6 sur *The Importance of Democracy*. Voir également 'Interview with Amartya Sen' in *Challenge*, Jan.-Febr. 2000, p. 22-31.

²¹ Voir Cohen, 2001, p. 11.

²² En particulier les provinces du Yatenga, du Bam et du Sanmatenga.

stratégies pour faire face aux risques liés la précarité de la pluviométrie.²³ Depuis des années, les terres subissent de fortes pressions pour deux raisons. Premièrement, la croissance de la population rurale du Plateau Central nécessite de plus en plus de terres pour de jeunes paysans. Deuxièmement, en raison de la baisse des niveaux de productivité, les paysans sont obligés d'étendre leurs surfaces culturales²⁴. Ils cultivent autant de terres que possible afin de pouvoir produire suffisamment pour leurs familles. Dans la mesure où toutes les terres fertiles sont déjà occupées les paysans se tournent vers des terres marginales et moins fertiles.

Jadis, les terres cultivées étaient laissées en jachère pendant un certain nombre d'années afin de restaurer la fertilité des sols. Les périodes de jachères ont été écourtées, voire supprimées à cause du manque de terres, entraînant ainsi une réduction de la fertilité et la dégradation de l'état des sols. Cela constitue à long terme une mauvaise stratégie, mais dans le court terme les paysans n'ont pas souvent le choix s'ils veulent survivre.

Il y a une autre raison qui explique la pauvreté de l'état des sols sur le Plateau Central: la pluviométrie. Pendant la seule saison pluvieuse, qui dure de juin à octobre/novembre, les pluies peuvent être très abondantes, mais sur les terres à pente l'eau s'écoule très rapidement, emportant ainsi les couches arables et la végétation. En plus, l'eau ne s'infiltre pas dans le sol. Les conséquences sont désastreuses, car des milliers d'hectares sont ainsi perdus à cause de l'érosion. Par ailleurs, le niveau des nappes phréatiques dans la région a connu une baisse rapide. La coupe abusive des arbres pour l'approvisionnement en bois de chauffe a contribué à beaucoup aggraver la dégradation de l'environnement. Les niveaux de faible productivité et la dégradation de l'état des sols constituent les principales causes de la vulnérabilité de la situation de la sécurité alimentaire sur le Plateau Central.

La lutte contre l'érosion

Des initiatives ont été prises depuis longtemps en vue de lutter contre la dégradation des sols dans cette région. Au début des années 1960, un grand projet anti-érosion financé par le Fond de Développement Européen fut conçu et mis en oeuvre par des entreprises européennes. Sur un vaste étendu de

²³ Par exemple, en cultivant différentes variétés, en pratiquant des cultures tardives et des cultures précoces et en pratiquant d'autres méthodes de «diversification» ou en élevant des animaux qui constituent une réserve financière pour faire face aux situations de mauvaises récoltes. Voir, par exemple, Maatman, 2000.

²⁴ La tendance à accroître les exploitations agricoles plutôt que d'intensifier l'agriculture semble contredire la thèse de Boserup selon laquelle la pression démographique conduit à l'intensification. Même l'introduction de la traction animale sur le Plateau Central a contribué à l'extension plutôt qu'à l'intensification.

120.000 hectares, de longs fossés ont été creusés en vue de détourner l'eau de ruissellement pour empêcher l'érosion ou pour améliorer l'infiltration. Ce grand projet était très coûteux et les populations locales qui n'étaient pas impliquées dans son élaboration et sa mise oeuvre ne voulaient pas s'occuper de la maintenance de ces «fossés de blancs». Le projet s'est avéré un échec²⁵ bien connu d'acteurs exclusifs qui n'ont pas tenu compte du point de vue des populations locales.

Pendant les années 1970 un autre projet, financé par la Banque Mondiale, fut entrepris sur le Plateau Central. Mais cette fois-ci ce projet était entre les mains des autorités nationales²⁶ et sa mise en œuvre confiée aux directions régionales. Il mettait l'accent sur la construction de diguettes²⁷ en terre pour lutter contre le ruissellement de l'eau. Même si des leçons avaient été tirées des années 1960 et des efforts avaient été faits pour impliquer les villageois, l'approche était encore essentiellement du haut vers le bas. Sur le plan technique les diguettes n'étaient pas toujours bien conçues. En plus, leur principal but était de dévier l'eau afin de lutter contre l'érosion, alors que les paysans avaient besoin de cette eau, en particulier pendant les années de faible pluviométrie. Par conséquent, de nombreuses diguettes étaient détruites par les villageois et abandonnées²⁸ par la suite.

Enfin, une amélioration de la situation a eu lieu dans les années 1980, et surtout dans les années 1990 grâce à l'introduction de nouvelles mesures techniques, en particulier les diguettes en pierres, visant à empêcher le ruissellement des eaux qui provoquait l'érosion et à améliorer l'infiltration, voir Fig. 1. Ces diguettes en pierres doivent être placées avec précision sur les courbes de niveau des champs des paysans. Elles peuvent être construites de plusieurs manières: des rangées de pierres peuvent être combinées avec des fossés, leur longueur ainsi que la distance entre les rangées dépendent de la pente du terrain. Souvent, les pierres ne sont pas disponibles sur place et doivent être transportées de loin.

Les mesures visant à améliorer la fertilité des sols concernent l'utilisation de matières organiques, telles que le fumier, le compost et les résidus de plantes. Les méthodes *zai* améliorées méritent particulièrement d'être mentionnées. Le *zai*, qui signifie littéralement « poche d'eau », est une technique intensive²⁹ où

²⁵ Pour l'évaluation du projet appelé GERES (groupement Européen de Restauration des Sols), voir Marchal, 1979, Reij, 1983, p. 21-23.

²⁶ Le Fond de Développement Rural basé à Ouagadougou était responsable du suivi et de la gestion financière du projet.

²⁷ Environ d'une hauteur de 40 à 50 cm avec une base d'un mètre de largeur.

²⁸ Pour l'évaluation de ce projet, voir Reij 1983, 24-27.

²⁹ Pour une description plus détaillée du *zai*, voir, par ex., Kaboré et al., 1994, Maatman et al., 1998, Reij, 1983, Reij et al. 2003.

des trous sont creusés à une profondeur d'environ 10 à 15 cm sur un diamètre de 15 à 20 cm. Ces trous sont remplis³⁰ d'engrais organique. Traditionnellement, le *zai* est utilisé pour régénérer les champs érodés. La Fig. 2 illustre le *zai*.

Les trous *zai* et l'approvisionnement en engrais organique nécessitent une main-d'œuvre considérable, mais cela peut se faire au moment où les paysans ne sont pas très occupés, avant la période des travaux champêtres. Au cours de ces deux dernières décennies des diguettes en pierres et le *zai* ont été utilisés à une grande échelle dans les provinces du nord du Plateau Central.



Figure 1: Diguettes en pierres dans le Plateau Central du Burkina Faso

Source: Reij et al., 2003

Les paysans et leurs familles peuvent pratiquer l'élevage afin de produire du fumier, faire du compost et pailler les terres avec des résidus de plantes dans leurs exploitations individuelles. Cependant, des projets tels la construction de diguettes de pierres et la régénération de terres dégradées grâce à l'application du *zai* nécessitent habituellement des efforts communaux, qui à leur tour exigent

³⁰ Dans les années 1970, un paysan analphabète de la région du Yatenga, Yacouba Sawadogo se mit à mener des expériences avec les trous du *zai* traditionnel en faisant varier leur taille et en les remplissant de fumier. Il créa même une Association pour la Promotion du *zai* et organisa des «marchés *zai*» où les paysans pouvaient échanger leurs expériences du *zai*, voir Reij et Tchawa, 1999, p. 5.

la présence sur place des paysans ou des organisations villageoises. La plupart de ces projets sont soutenus soit par le gouvernement, soit par des organisations non gouvernementales locales ou internationales. Toutes ces organisations ne peuvent que collaborer avec les organisations paysannes et non avec les paysans individuellement.



Figure 2: Le zaï (poche d'eau) dans le Plateau Central du Burkina Faso
Source: Reij et al., 2003

Les organisations paysannes

L'une des principales raisons de l'application massive des techniques de gestion de l'eau et des sols était l'organisation et la participation des paysans. Le Burkina Faso a créé en 1966 dans toutes ses onze régions des soi-disant Organismes Régionaux de Développement³¹ qui ont institué des organisations villageoises, formalisées à partir de 1974 sous forme de *Groupements Villageois*. Leur objectif était, en particulier, de faciliter la vulgarisation des innovations agricoles. A l'heure actuelle, dans la majorité des 8000 villages que compte le Burkina, il existe des Groupements Villageois. Certains ont été créés à

³¹ Organismes Régionaux de Développement, ORD. Leur première préoccupation était la vulgarisation de nouvelles technologies agricoles. Par la suite, leur mission fut élargie aux activités de développement en général, telles que les campagnes d'alphabétisation, la construction d'infrastructures, etc. Chaque région était divisée secteurs et en sous-secteurs, chaque sous-secteur comprenant 6 à 8 villages.

partir d'initiatives personnelles, mais les liens avec les structures gouvernementales sont généralement solides. Divers projets nationaux et régionaux, par exemple, des projets forestiers, étaient canalisés à travers les Groupements Villageois.

En 1961, Bernard Lédéa Ouédraogo, un ancien enseignant, fut recruté à la fonction publique dans le cadre de la formation de jeunes ruraux en agriculture. Un jour en 1967 il quitta son travail pour un autre. Par la suite il explique dans une interview³² son départ en ces termes:

«J'étais responsable de la formation d'agents de vulgarisation agricole et de jeunes paysans qui avaient reçu une certaine forme d'éducation formelle. J'étais également chargé de l'encadrement des groupements villageois «officiels» organisés par le gouvernement et non par les paysans eux-mêmes. J'ai fait de mon mieux pour aider ces groupements, mais j'ai échoué. C'est ainsi que j'ai essayé de savoir pourquoi je n'ai pas réussi. Que s'est-il passé?

Lorsque les agents de vulgarisation agricole arrivaient dans un village, la seule préoccupation des paysans qui sont organisés sur le plan officiel était de profiter des ânes, des bœufs, des charrettes, des houes et autre matériel mis à leur disposition. Il n'y avait rien d'autre derrière cette forme d'aide dégradante, pas de vision, aucune conception globale de développement ou du monde rural, aucune doctrine ou philosophie. C'est normal que dans une telle situation les paysans n'aient qu'une seule préoccupation: s'emparer des biens de l'Etat et tromper les agents de vulgarisation».

B. L. Ouédraogo commença alors à réfléchir à une approche complètement nouvelle en s'inspirant de quelques initiatives et pratiques des dirigeants traditionnels du Yatenga. Ces activités rappellent différentes valeurs: la participation, l'initiative individuelle et la responsabilité. En tant que sociologue, il commença par étudier l'organisation villageoise dans la société Mossi. La naissance de nouvelles organisations appelées *Groupe Naam* a été le fruit

³² Voir Pradervand, 1989, p. 19: "I was responsible for the training of the rural extension workers, and young farmers who had some kind of formal schooling. It was also my responsibility to supervise the "official" village groups organized by the government (and not by the farmers themselves). I did my best to help these groups, but I failed. So I tried to find out why I had not succeeded. What had happened?

The rural extension workers would arrive in a village, and the only concern of the officially organized farmers was to take advantage of the donkeys, bullocks, carts, hoes, and other materials we would make available to them. There was nothing else behind this demeaning form of assistance, no vision, no global conception of development or of the rural world, no doctrine or philosophy. It was normal that in such a situation the farmers had but one concern: prime the state "pump" for all it was worth and cheat the extension workers".

de ce travail. Naam est un terme bien connu dans la société mossi. Cette appellation constitue une référence à des groupements de jeunes qui étaient responsables dans la société traditionnelle d'accomplir des tâches utiles pour le village. Ils devaient organiser eux-mêmes leur travail sans l'intervention des adultes, l'égalité, la solidarité et la responsabilité collective étaient les principes directeurs de leurs actions. De tels principes devinrent également le fondement³³ des nouvelles organisations villageoises, Groupements Naam. Les six premières années, Ouédraogo a rencontré beaucoup d'obstacles, en particulier en provenance des milieux³⁴ gouvernementaux. Mais, en fin de compte il réussit à rendre le mouvement Naam le plus grand mouvement paysan en Afrique de ouest sinon de toute l'Afrique. A l'heure actuelle, il existe environ 4700 groupements Naam au Burkina Faso³⁵ dont la majorité se trouve dans la partie nord du Plateau Central. Le mouvement Naam est bien structuré³⁶. Plusieurs groupements Naam forment une Union et au niveau national les Unions constituent la Fédération des Unions de Groupements Naam. La croissance du mouvement Naam s'étend à d'autres pays africains³⁷. Les nouvelles organisations ont été particulièrement actives dans les projets communaux de gestion de l'eau et des terres comme la construction des diguettes en pierres et le *zai*.

Le mouvement Naam des années 1980 et 90 est souvent perçu comme une histoire de succès. Ouédraogo a reçu de nombreux prix internationaux prestigieux. Le succès du mouvement tient en grande partie à la création parallèle de l'Organisation Non Gouvernementale *Six-S*. Le Nom *Six-S* signifie: «Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel». Ce nom révélateur fait référence à l'utilisation du temps pendant la saison sèche, où les paysans ont fini les travaux agricoles et sont sous-employés et peuvent, par conséquent, utiliser ce temps pour entreprendre des activités telles que la construction du *zai* et des diguettes en pierres, évoquée plus haut. Les *Six-S* apportent un appui au Groupement Naam ou aux organisations paysannes ayant adopté des principes semblables à ceux de Naam. L'appui comprend des activités³⁸ de formation, le développement des capacités de négociation des représentants des paysans et le financement de projets. L'organisation *Six-S* est dirigée par les représentants locaux des paysans. Ouédraogo était et en est encore le président. Les Groupements Naam et l'ONG *Six-S* ont attiré un grand nombre de bailleurs de

³³ Ceci est remarquable d'autant plus que la société mossi est fortement hiérarchisée.

³⁴ Voir Pradervand, 1989, p. 20-21.

³⁵ Voir Ouédraogo, B. L., 1989, p. 206.

³⁶ Pour la description du Mouvement Naam, voir Ouédraogo, B. L., 1989, Ouédraogo, B. L., 1990, Pradervand 1989, p. 20-23, voir également Adam, 1993, p. 178-184.

³⁷ Par exemple, le Mali, le Sénégal, le Niger et le Togo.

³⁸ «La formation dans l'action» et les «chantiers-écoles» étaient devenus les concepts clés.

fonds constitués de gouvernements étrangers³⁹, d'organisations non gouvernementales et d'organisations internationales.

De tels développements et, de façon générale, la mutation des idées concernant la participation des paysans et l'accent maintenant mis sur «l'apprentissage participatif» plutôt que le «transfert de technologie» ont eu également un impact sur les politiques du gouvernement au Burkina Faso. On peut penser, par exemple, à l'institut⁴⁰ national de recherches agricoles, qui dans les années 1980 avait mis en place des équipes de recherches interdisciplinaires dans diverses régions du pays. Elles travaillent ensemble avec les paysans et elles essaient de faire en sorte que l'apprentissage interactif devienne une réalité. Leur rôle peut être encore central même si leur impact est limité en raison du vaste étendu de la région qu'elles couvrent et du manque de ressources.

Evaluation de l'impact de l'application des méthodes de conservation de l'eau et des sols

Les résultats d'une étude⁴¹ détaillée portant sur l'évaluation de l'impact de l'application des méthodes de conservation de l'eau et des sols dans la partie nord du Plateau Central pendant la période 1980-2001 ont été publiés récemment. La plupart de ces méthodes concernent la construction de diguettes en pierres et l'application du *zai*. Elles ont été mises en œuvre à travers de grands programmes⁴² régionaux de développement public, dans lesquels les Groupements Villageois étaient souvent impliqués, ou à travers des projets privés d'organisations paysannes avec l'appui d'ONG, telles que les Groupements Naam et les *Six-S*. Les méthodes de conservation de l'eau et des sols étaient appliquées à environ 150 000 hectares, soit presque 35 à 40% de toute la superficie cultivée. Des milliers d'hectares de terres dégradées ont été ainsi récupérés. A partir de données quantitatives et des avis des paysans, les auteurs montrent que l'application des méthodes de conservation de l'eau et des sols a augmenté les rendements des principales cultures, le mil et le sorgho. Cela a contribué à améliorer la sécurité alimentaire dans la région. On a également observé que des améliorations dans la gestion de l'eau et des sols ont permis à beaucoup de paysans de diversifier leur production et de cultiver ainsi des légumes pour vendre. Les paysans de la région investissent de plus en plus dans

³⁹ Dès le départ le gouvernement suisse, à travers la direction de la Coopération Suisse au Développement DDA, a été l'un des importants bailleurs de fonds des *Six-s*

⁴⁰ Institut National de l'Environnement et Recherches Agricoles INERA.

⁴¹ Voir Reij et Thiombiano, 2003.

⁴² Ces méthodes ont été introduites dans le cadre des programmes régionaux à long terme, tels que le Projet Agroforestier, le projet PEDI (Programmation et Exécution de Développement Intégré) et le Projet CES/AGF (Conservation de l'Eau et des Sols / Agroforesterie) sur une superficie de 100 000 hectares; et grâce à d'autres initiatives comme les organisations paysannes avec l'appui d'ONG sur une superficie d'environ 50 000 hectares. Voir Reij et al., 2003, p. 12, 2003.

l'élevage afin de produire du fumier pour la fertilisation des sols. Le niveau des nappes phréatiques dans la région a augmenté. Les auteurs aboutissent à la conclusion que ces résultats sont impressionnants⁴³. Cependant, ils indiquent que l'histoire ne s'arrête pas là. En effet, beaucoup de terres manquent de structures de conservation de l'eau et des sols, et la qualité des terres a besoin d'être améliorée davantage. Il faut augmenter urgemment la productivité pour satisfaire la demande de nourriture.

Ces expériences positives de l'application des méthodes de conversation de l'eau et des sols dans le Plateau Central du Burkina Faso montrent que de bons résultats peuvent être atteints, dès que les différents acteurs se départissent de leurs comportements d'acteur exclusif et reconnaissent le rôle spécifique de chaque acteur.

3. Opportunités et responsabilités

L'Etat a été l'acteur le plus visible ayant des prétentions exclusives. Que les motivations aient été d'ordre idéologique et politique ou de dogmes économiques les gouvernements se sont assignés un rôle central. Durant des années les paysans n'avaient pas droit à la parole. Ainsi ils étaient dépourvus d'une liberté fondamentale: la participation à des débats, à des négociations et au processus de prise de décisions concernant leur propre avenir. Une telle liberté détermine en grande partie la qualité de la vie et elle constitue elle-même une finalité. Cela rejoint la thèse bien connue de Sen selon laquelle les libertés fondamentales sont à la fois les finalités et les moyens de développement.

La participation des paysans est devenue un slogan qui est pourtant une question⁴⁴ complexe. Cette participation des paysans a besoin d'être organisée. Le mouvement Naam du Burkina Faso, qui a eu un impact considérable, a servi ici d'exemple à ce type d'organisation. Cependant, comme de nombreuses entreprises qui ont réussi, il risque d'être victime de son propre succès. A cet égard, il est très significatif de constater que les recherches sur Internet concernant le mouvement Naam n'aboutissent qu'aux histoires de réussites seulement. Cette organisation risque de se transformer en un bastion géré du haut vers le bas⁴⁵ et de devenir elle aussi un acteur exclusif. Dans une étude

⁴³ Il est intéressant de voir qu'ils recommandent la récupération des terres dégradées qui ne sont pas arables au moyen des structures de conservation de l'eau en vue de régénérer les pâturages pour le bétail, voir Reij et al., 2003, p. 77.

⁴⁴ Pour l'évaluation des discussions concernant la participation des paysans voir, par ex., Musch, 2001; voir également Uphoff, 1993.

⁴⁵ Voir, par ex., Atampugre, 1996.

récente de la Banque Mondiale consacrée à la décentralisation rurale on peut lire⁴⁶:

«...Il y avait une absence de collaboration entre les organisations locales dans le Yatenga, même à l'intérieur d'un même village. Par exemple, il n'y avait pas de coordination entre les Groupements Villageois et les Groupements Naam même si les deux groupements menaient des projets semblables dans un même village. Dans le même temps chaque groupement semble être exclusif en ce qui concerne les types de membres. En fait, les chercheurs ont relevé que plusieurs groupements villageois créaient plus d'une organisation avec les mêmes personnes pour résoudre un même problème. Dans les explications cela était paru nécessaire parce que 'chaque partenaire étranger voulait avoir son propre groupement'».

Le manque de transparence sur les expériences positives et les expériences négatives de Naam est regrettable. Dans quelle mesure les idées d'égalité, de solidarité et de responsabilité collective des groupements originaux Naam de jeunes ont pu être adoptées par les paysans mossi malgré la forte hiérarchisation de leurs structures, cela reste une question pertinente.

De nombreuses personnes et organisations comptent beaucoup sur la participation des paysans. Cependant, cette participation qui est nécessaire au développement agricole n'est pas suffisante. D'autres acteurs peuvent être tout aussi importants. Ceci est manifeste au niveau du Plateau Central du Burkina Faso. Malgré une application massive des méthodes de conservation de l'eau, les niveaux de production alimentaire sont encore très faibles dans cette région. Les efforts faits par les paysans pour fertiliser les terres se limitent aux matières organiques. Pourtant, il est bien connu que pour parvenir à la restauration et à la maintenance de la fertilité des sols et à des niveaux de productions élevés, il est nécessaire d'appliquer également des engrais minéraux⁴⁷. Cependant, il n'existe pas de marché d'engrais⁴⁸ au Burkina Faso comme dans les autres pays de l'Afrique de l'ouest. La faisabilité économique pour les paysans d'appliquer des engrais dépendra de plusieurs facteurs, tels que la possibilité de produire un

⁴⁶ Voir Donnelly et al., (2001: 11): «...there was a notable absence of collaboration among the local organizations in Yatenga, even within the same village. For example, there was no coordination between Groupements Villageois and Groupements Naam even though both groups were undertaking similar projects in the village, usually with external state or NGO partners. At the same time, each of the groups tended to be exclusive in their membership patterns. In fact, researchers noted several village groups creating more than one organization with the same people to solve the same problem. This was explained as necessary because 'each outside partner wanted their own groupement' ».

⁴⁷ L'efficacité de l'application des engrais chimiques dépend en grande partie de l'utilisation optimale des ressources organiques. Les niveaux de productivité sont fonction des intrants d'engrais organiques et chimiques, voir, par exemple, De Ridder et al., 1990.

⁴⁸ L'approvisionnement en engrais pour les cultures de rente comme le coton est bien organisée et est canalisé par des organisations gouvernementales et para - étatiques.

surplus agricole pour la vente, l'efficacité des marchés d'engrais, la qualité des engrais, les prix et bien d'autres facteurs encore.

L'adoption des Programmes d'Ajustement Structurelle qui mettent l'accent sur le marché a réduit de manière drastique le rôle des gouvernements. Sans vouloir sous-estimer les sérieux bouleversements sociaux qui sont la conséquence des réductions des dépenses gouvernementales, il faut reconnaître que la nouvelle manière de penser a fait souffler un vent nouveau sur les économies. Les paysans, les commerçants, les travailleurs du transport et les détaillants semblent faire une utilisation maximale de ces nouvelles possibilités. Par exemple, au niveau du Plateau Central au Burkina Faso, l'introduction de méthodes de gestion de l'eau a abouti également à la construction d'un nombre de réservoirs d'eau destinés à l'utilisation du bétail. Chaque moindre espace le long des bordures de ces réservoirs est utilisé pour la culture de légumes qui sont souvent vendus dans les centres urbains.

Naturellement les gouvernements ont encore un rôle important à jouer. Je pense tout particulièrement aux services de vulgarisation et à la recherche agricole. Au niveau du Plateau Central du Burkina Faso les paysans ne peuvent pas s'en passer.

Conclusion

J'arrive maintenant à mes conclusions. Ce n'est pas la nature qu'il faut accuser en ce qui concerne la stagnation de la production alimentaire en Afrique. Les preuves qui ont été présentées suffisent pour conclure que l'«illusion de l'acteur exclusif» est la principale raison de cette stagnation. Les opportunités pour accroître la sécurité alimentaire et le développement agricole durable dépendent d'une véritable interaction entre les différents acteurs. Cela ne constitue certainement pas une nouveauté, mais elle est au coeur du problème. Cette interaction tant sollicitée peut varier d'une région à l'autre, d'un stade de développement à l'autre, et elle sera de nature complexe. Les opportunités peuvent être créées si cette complexité est prise en compte.

Nous avons montré dans cette analyse que le rôle exclusif des acteurs va de pair avec l'absence de débats. Il est certain qu'à tous les niveaux, un environnement d'ouverture et de transparence représente le meilleur terroir propice pouvant permettre aux initiatives de créer des opportunités.

Pour terminer, je ferai quelques remarques sur les responsabilités. Je me limiterai à la responsabilité au niveau du monde académique. Par le passé d'importantes erreurs avaient été commises à cause des généralisations sur les bienfaits de l'Etat ou du marché. Les conséquences ont été désastreuses. Les universitaires doivent mettre en garde contre de telles généralisations. La contribution des universitaires au développement est nécessaire tant à un niveau théorique qu'à un niveau appliqué. A un niveau théorique, de nouvelles théories

adaptées à des situations complexes qui existent dans les pays en voie de développement doivent être élaborées. A un niveau appliqué, il est nécessaire qu'il existe une interaction entre chercheurs et importants acteurs dans le domaine pratique. Nous savons déjà le terme qui convient à cette approche: *l'apprentissage participatif*.

Remerciements

Je ne sais comment exprimer mes sincères sentiments de gratitude à l'endroit de toutes ces personnes, des paysans africains aux collègues universitaires à travers le monde, qui ont exercé une influence sur ma pensée sur le développement et sur la coopération internationale. Leur inspiration a servi d'énergie dans mon travail académique.

En ce qui concerne mes réflexions concernant la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, je les dois pour une large part aux discussions et à la collaboration ces dernières années avec des collègues actuels et d'anciens collègues de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Ouagadougou, en particulier Taladidia Thiombiano, Ernest Yonli, Boubié Bassolet, Souleymane Soulama, Gnanderman Sirpé, Serge Bayala, Karidia Sanon, Samuel Kaboré et Honorine Illa; avec Daniel Kaboré et Souleymane Ouédraogo de l'Institut National de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) au Burkina Faso; avec Anselme Adegbidi et Barthelemy Honfoga de la Faculté Sciences Agricoles de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin, avec Kokou Djagni de l'Institut de Recherches Agricoles (ITRA) au Togo et ainsi qu'avec des collègues actuels et d'anciens collègues de l'Université de Groningen, en particulier Arno Maatman, Arjan Ruijs et Clemens Lutz.

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à Lolle Nauta, Arno Maatman et à Clemens Lutz pour leurs commentaires critiques sur cet article.

Références

- Adam, H.M., 1993, *Building Capacity in the Countryside: The Role of Sahelian Voluntary Development Organizations*, dans: Field, 1993, Ch 8, 172-204.
- Atampugre, N., 1996, *Au-delà des lignes de pierres. L'impact social d'un projet de Conservation des Eaux et du Sol dans le Sahel*. Oxfam, United Kingdom and Ireland.
- Bakker, E.J., 1992, *Rainfall and Risk in India's Agriculture; an ex-ante evaluation of rainfall insurance*, PhD thesis, University of Groningen.
- Bassolet, B.T., 2000, *Libéralisation du Marché Céréaliier du Burkina Faso; une Analyse Néo-institutionnelle de son Organisation et de son Efficacité*

- Temporelle et Spatiale*, PhD thesis, University of Groningen, The Netherlands.
- Berck, P., Bigman, D. (ed.), 1993, *Food Security and Food Inventories in Developing Countries*, CAB International.
- Bindraban, P.S., Keulen H. Van, Kuyvenhoven, A., Rabbinge, R., Uithol, P.W.J. 1999, *Food security at different scales: demographic, biophysical and socio-economic conditions*, Quantitative Approaches in Systems Analysis No 21.
- Bryceson, D., Seppälä, P., Tapio-Biström, M-L., 1999, *Maize Marketing Policies in Tanzania, 1939-1998; from Basic Needs to Markets Basics*, dans: Van der Laan et al., 1999, 19-42.
- Byerlee, D., Eicher, C.K. (ed.), 1997, *Africa's emerging maize revolution*, L. Rienner, Boulder, Colorado.
- Cranenburgh, O. van, 1990, *The Widening Gyre: The Tanzanian One-Party State and Policy Towards Rural Co-operatives*, Eburron Publishers, Delft.
- De Ridder, N., Van Keulen, H., 1990, *Some aspects of the role of organic matter in sustainable intensified arable farming systems in the West-African semi-arid-tropics (SAT)*, Fertilizer Research 26, 299- 310.
- Devereux, S., 1993, *Theories of Famine*, Harvester Wheatsleaf.
- Devereux, S., Maxwell, S. (eds.), 2001, *Food Security in Sub-Saharan Africa*, ITDG Publishers, London.
- Donnelly-Roark, P., Ouédraogo, K., Ye Xiao, 2001, *Can Local Institutions Reduce Poverty? Rural Decentralization in Burkina Faso*, World Bank, Policy Research Paper N0. 2677.
- Drèze, J., Sen, A., 1989, *Hunger and Public Action*. Oxford: Clarendon Press.
- Eicher, C.K., 1990, *Africa's Food Battles*. In C.K. Eicher, Staatz, J.M. (eds.) *Agricultural Development in the Third World*. Baltimore: John Hopkins University Press, 503-530.
- Ellis, F., 1993, *Food Security and Stabilization of Rice Prices in Indonesia*. In: Berck et al., 1993, 261-277.
- FAO, 1998, *Assessment of the World Food Security Situation*. Committee on World Food Security, Twenty-fourth Session, 2-5 June 1998, Food and agricultural Organization, Rome.
- FAO, 1996, *Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action*.
- Fédération Nationale des Groupements Naam, Burkina Faso, 2002, <http://www.sosfaim.be/pays-projets/Burkina/naam.htm>
- Field, J.O. (ed.), 1993, *The Challenge of Famine; Recent Experience, Lessons Learned*, Kumarian Press, Connecticut.
- Hart, K., 1982, *The political economy of West African agriculture*. Cambridge University Press, USA.
- Hazell, P.B.R., Ramasamy, C., 1991, *The Green Revolution reconsidered; the Impact of High Yielding Varieties in South India*, John Hopkins, Baltimore.

- Hyden, G, 1989, *Food Security, Local Institutions and the State: Two Tanzanian Case Studies*, Paper presented at the Second Annual Hunger Research Briefing and Exchange, Brown University, 5-8 April, 1989.
- IFPRI/USAID, 2002, *Cutting Hunger in Africa through Smallholder-led Agricultural Growth*, International Food Policy Research Institute IFPRI/ United States Agency for International Development USAID; distributed at the World Summit on Sustainable Development, Johannesburg 2002.
- Janvry, A., de, Sadoulet, E., 1993, *New ideas of poverty alleviation in the 1990s*, in Berck and Bigman (eds.) *Food security and inventories in developing countries*. CAB International, Oxford.
- Klaasse Bos, a., Lutz, C., Van Tilburg, A., 1999, *Food Grain Marketing in Burkina Faso; the Challenge of Food Security*, in: van der Laan et al., 1999, 67 – 86.
- Korten, D.C., 1987, Third Generation NGO Strategies: A Key to People-Centered Development, *World Development* 15, Supplement: 145-159
- Lele, U., Agarwal, M., 1989, *Smallholder and Large Scale Agriculture in Africa: Are There Tradeoffs Between Growth and Equity*, MADIA discussion paper No. 6, World Bank, Washington.
- Lipton, M., Longhurst, R., 1989, *New Seeds and Poor People*, Unwin and Hyman, London.
- Lipton, M., 1968, *The theory of the Optimizing Peasant*, *Journal of Development Studies*, vol. 4, No. 3, 327-351
- Lutz, C., Maatman, A., Schweigman, C., *Striving for food security in vulnerable rural regions: The case of semi-arid West Africa*, in Bindraban 1999, Chapter 12, p. 139 - 152.
- Maatman, A., Van Reuler, H., 1999, *Farming systems research and the development on integrated nutrient management systems: linking input/output market- and technology development*, in Renard et al., 1999.
- Maatman, A., 2000, “*Si le fleuve se tord, que le crocodile se torde*”. *Une analyse des systèmes agraires de la région Nord-Ouest du Burkina Faso à l’aide des modèles de programmation mathématique*. PhD thesis, University of Groningen.
- Maatman, A., Schweigman, C., Ruijs, A., 1996, *A study of farming systems on the Central Plateau in Burkina Faso: application of linear programming*, Volume II. International Research Programme SADAOC. INERA/RSP Zone Nord-Ouest, Burkina Faso. University of Ouagadougou, Burkina Faso. University of Groningen, the Netherlands.
- Maatman, A., Sawadogo, H., Schweigman, C., Ouédraogo, A.A., 1998, *Application of zaï and rock bunds in the north- west region of Burkina Faso: study of its impact on household level by using a stochastic linear programming model*, *Netherlands Journal for Agricultural Sciences*, Vol. 46, No 1, p. 123-136.
- Maatman, A., Schweigman, C., Ruijs, A., Van der Vlerk, M., 2002, *Modeling Farmers’ Response to Uncertain Rainfall in Burkina Faso: a Stochastic*

- Programming Approach*, Operations Research, Vol. 50, Number 3, pp. 399-414.
- Mabogunje, A.L. 1990 *Agrarian responses to outmigration in Sub-Saharan Africa*. Population and Development Review, Vol. 15, pp. 324-342.
- Marchal, J.Y., 1979, *L' espace des technicians et celui des paysans; histoire d' un perimètre anti-érosif en Haute-Volta* dans: ORSTOM, 1979, *Maîtrise de l' espace agraire et développement en Afrique tropicale*, Paris, 245-252.
- Nyerere, J.K., 1968, *Freedom and Socialism*, Oxford University Press.
- Ouédraogo, B.L., 1998, *L'expérience des Groupements Naam dans la lutte contre la désertification au Yatenga*, in Rossi et al., 1998
- Ouédraogo, B.L., 1990, *West African Villagers Fight Hunger*, African Farmer 3, April 1990, 46-47.
- Parick, K.S., Mahendra Dev, S., Deshpande, S., 1993, *Technology and Agricultural Development in India*, in Berck et al., 1993, 305-322.
- Pottier, J. 1999, *Anthropology of food: the social dynamics of food security*, Polity Press, Cambridge.
- Pradervand, P., 1989, *Listening to Africa; Developing Africa from the Grassroots*, Praeger
- Ravallion, M, 1987 *Markets and Famines*. Oxford: Clarendon Press.
- Reardon, T, Matlon, P. & C. Delgado 1988, *Coping with household-level food insecurity in drought affected areas of Burkina Faso*, World Development, Vol. 16, No. 9, pp 1065-1074.
- Reardon, T. , Matlon, P., 1989, *Seasonal food insecurity and vulnerability in drought-affected regions of Burkina Faso* In Sahn D.E. (ed.), *Seasonal variability in Third World agriculture: the consequences for food security*. The Johns Hopkins University Press.
- Reardon, T., C. Delgado, Matlon, P., 1992 *Determinants and Effects of Income Diversification Amongst Farm Households in Burkina Faso*. Journal of Development Studies, vol. 28, no. 2, pp 264-296.
- Reij, C., 1983, *L'évolution de la lutte anti-érosive en Haute Volta depuis l' indépendance vers une plus grande participation de la population*, Institute of Environmental Studies, Free University, Amsterdam.
- Reij, C.P., Tchawa, P., 1999, *Creating Partnerships for Innovation in African Agriculture; the Approach of Indigenous Soil and Water Conservation in Africa, phase II*, dans: *Interactive North-South Research for Development with special attention for Natural resources Management*, 1999, publié par the Royal Netherlands Academy of Arts and Sciences, Amsterdam.
- Reij, C.P., Scoones, I., Toulmin, C. (eds.), 1996, *Sustaining the soil: indigenous soil and water conservation in Africa*. Earthscan, London, England
- Reij, C. P., Thiombiano, T., 2003, *Développement Rural et Environnement au Burkina Faso: la réhabilitation de la capacité productive des terroirs sur la partie nord du Plateau Central entre 1980 et 2001; Rapport de Synthèse*,

- Conseil National pour l' Environnement et le Développement Durable, Ouagadougou, Burkina Faso.
- Renard, G., Krieg, S., Lawrence, P., Van Oppen, M. (eds.), 1999, *Farmers and scientists in a changing environment: assessing research in West Africa*, Margraf Verlag, Weikersheim, Germany
- Rossi, G., Delville, P.L., Narbeburu, D., 1998, *Sociétés rurales et environnement: gestion des ressources et dynamiques sociales au Sud*, Karthala, Regard, Gret.
- Rostow, W.W., 1961, *The stages of economic growth; a non-communist manifesto*.
- Saul, M. 1987, *La dynamique de la commercialisation des céréales au Burkina Faso*. University of Michigan and University of Wisconsin, USA.
- Sanders, J.H., Shapiro, B.I., Ramaswamy, S. 1996, *The economics of agricultural technology in semi-arid Sub-Saharan Africa*. The Johns Hopkins University Press, Baltimore, USA.
- Schweigman, C., 1979, *Doing Mathematics in a Developing Country; linear programming with applications in Tanzania*, Tanzania Publishing House, Dar es Salaam.
- Schweigman, C., 1985, *Operations Research Problems in Agriculture in Developing Countries*, Tanzania Publishing House, Dar es Salaam, and Khartoum University Press, Khartoum, Sudan.
- Schweigman, C., 1994, *Mathematical modelling and development related research*, in: Harts-Broekhuis, A., O. Verkoren (eds.), 1994, *No easy way out. Essays on third world development in honour of Jan Hinderink*, p. 114-120
- Schweigman, C., 2001, *Ujamaa: a Phantom*, in: *African Renaissance and Ubuntu Philosophy*. Special Issue, QUEST, an African Journal of Philosophy, Vol. XV, No. 1-2, 2001.
- Sen A., 1981, *Poverty and Famines, An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.
- Sen, A., 1984, *Resources, Values and Development*, Harvard University Press.
- Sen, A., 1999, *Development as Freedom*, Knopf, New York
- Sijm, J., 1997, *Food Security and Policy Interventions in Sub-Saharan Africa. Lessons from the Past Two Decades*. Erasmus University Rotterdam, Tinbergen Institute Research Series, no. 166, Rotterdam.
- SIX-S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel), <http://iisd1.iisd.ca/50comm/commdb/desc/d12.htm>
- Stoorvogel, J.J., Smaling, E.M.A., 1990, *Assessment of soil nutrient depletion in Sub-Saharan Africa: 1983 – 2000*. Report no. 28, the Winand Centre, the Netherlands.
- Thorbecke, E., 1969, *The role of agriculture in economic development*, Universities-National Bureau conference series no 21, National Bureau for Economic Research, New York.

- Toulmin, C., 1995, *Tracking through drought: options for destocking and restocking*. In Scoones, I. (ed.) *Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa*. Intermediate Technology Publications, UK.
- Van der Laan, H.L., Dijkstra, T., Van Tilburg, A. (Eds.), 1999, *Agricultural Marketing in Tropical Africa; Contributions from The Netherlands*, African Studies Centre Leiden, Research Series 15 / 1999. Ashgate Publishing Limited.
- World Bank, 1986, *Poverty and Hunger, Issues and Options for Food Security in Developing Countries*. Baltimore, John Hopkins Press.
- Yonli, E., 1997, *Stratégies Paysannes en Matière de Sécurité Alimentaire et de Commercialisation Céréalière: le rôle des banques de céréales dans le nord du Plateau Central du Burkina Faso*. PhD. Dissertation, University of Groningen, The Netherlands.